



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 7 au 13 mars 2026

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)



Foo nekk foofu la



2026

 www.unchk.sn

Plan

1. Actualité nationale
2. Actualité internationale
3. Actualité syndicale
4. Vie étudiante
5. Actualité UN-CHK
6. Agenda
7. Opportunités
8. Kudos



ACTUALITÉ NATIONALE



LYNAQE : le décret fixant les indemnités et les primes spéciales des enseignants signé



Le décret fixant les indemnités et les primes spéciales des enseignants des Lycées nation armée pour la qualité et l'équité (LYNAQE) a été signé par le président de la République, Bassirou Diomaye Faye. L'annonce a été faite vendredi, par le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, lors d'une audience accordée aux parents d'élèves des LYNAQE de Sédhiou et Kaffrine.



lesoleil.sn
7 mars 2026

[Lire la suite](#)

Lynaqe : Des indemnités et primes spéciales aux enseignants et encadreurs



Le décret fixant les indemnités et les primes spéciales des enseignants des Lycées nation armée pour la qualité et l'équité (LYNAQE) a été signé par le président de la République, Bassirou Diomaye Faye. L'annonce a été faite vendredi, par le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, lors d'une audience accordée aux parents d'élèves des LYNAQE de Sédhiou et Kaffrine.



lesoleil.sn
9 mars 2026

[Lire la suite](#)

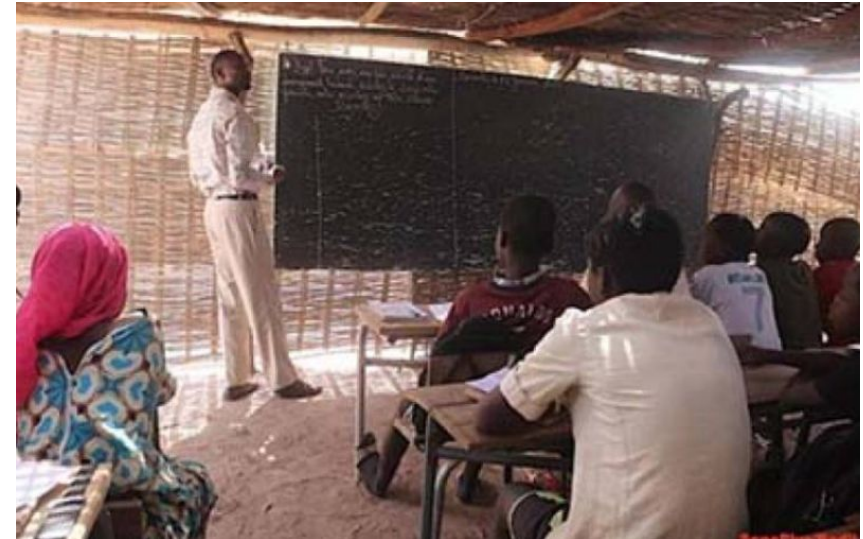
Foo nekk foofu la



Le Sénégal veut son école, mais avec l'argent des autres



Dans une analyse récemment publiée sur Africa Is a Country, l'anthropologue Gaya Morris, doctorante à l'Université d'Indiana dont les recherches portent sur les politiques linguistiques et la décolonialité dans l'éducation publique élémentaire au Sénégal, dresse un constat sans concession : la réforme de l'enseignement bilingue sénégalais, présentée comme un symbole de souveraineté nationale, reste largement tributaire des financements étrangers.



Senenews
10 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Enseignement supérieur: un appel à candidatures pour le financement de 40 projets de recherche



Un appel à candidatures a été lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) pour le financement de 40 projets de recherche. Plusieurs domaines sont visés.

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri), à travers la Direction générale de la recherche et de l'innovation (Dgri), met en place un Fonds compétitif pour la recherche à impact.



[Lire la suite](#)

Senenews
10 mars 2026

Foo nekk foofu la



POUR UN ACCES SIMPLIFIE ET RAPIDE AUX OFFRES DE FORMATION

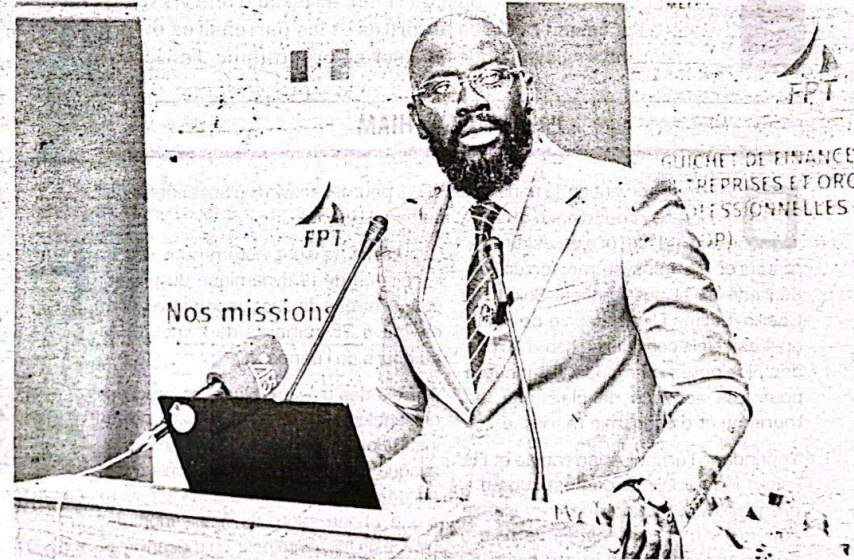
Le 3FPT lance la plateforme Catalogue

Le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT) a lancé hier, mardi 10 mars, un nouveau produit d'offres de formation destinées aux entreprises dénommé formation catalogue. Les formations catalogue contribuent à réduire les délais de traitement des demandes. Elles permettent également d'éviter les longues procédures d'achat de formation, en offrant un accès simplifié et rapide aux offres disponibles.

Le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT) a procédé hier, mardi 10 mars, au lancement d'un nouveau produit d'offres de formation destinées aux entreprises. Il s'agit de la formation catalogue qui constitue une innovation qui vient compléter l'entrée traditionnelle des offres par la demande. Cette nouvelle approche permet désormais une entrée par l'offre de service de formation, afin de répondre plus efficacement aux besoins des entreprises et des organisations professionnelles.

Le catalogue constitue une plateforme de visibilité pour les organismes de formation qui peuvent y présenter leurs offres. Les entreprises disposent ainsi d'un espace de consultation où elles peuvent identifier les formations pertinentes et formuler directement leurs demandes, si celles-ci correspondent à leurs besoins en renforcement de capacités. Les formations catalogue contribuent à réduire les délais de traitement des demandes. Elles permettent d'éviter les longues procédures d'achat de formation, en offrant un accès simplifié et rapide aux offres disponibles. « Ce Catalogue constitue une innovation majeure, une réponse concrète et pragmatique aux besoins des entreprises et des organisations professionnelles. Il poursuit plusieurs objectifs, notamment mettre à la disposition des entreprises des offres de formation prêtes à l'emploi et adaptées à leurs besoins : offrir aux opérateurs accrédités une vitrine pour valoriser leurs compétences et accroître leur visibilité et créer une dynamique de mutualisation et de dialogue entre les acteurs », a fait savoir Babo Amadou Ba, directeur général de 3 FPT. Selon lui, ce catalogue n'est pas seulement un

outil technique. Il est le symbole d'une nouvelle gouvernance de la formation professionnelle, fondée sur la transparence, l'efficacité et la digitalisation, grâce à la plateforme Smart 3FPT. Il est également poursuivi, le reflet d'une ambition partagée : celle de bâtir un secteur privé fort, compétitif et capable de contribuer pleinement à la transformation systémique de notre pays. « Le lancement que nous célébrons aujourd'hui



marque le début d'une nouvelle étape. Ensemble, faisons de ce catalogue un instrument vivant, évolutif et utile, au service de la

compétitivité de nos entreprises et du développement de notre nation », a lancé M. Ba.

NDEYE AMINATA CISSE

TRANSPORT AERIEN

Air Sénégal lance l'initiative solidaire «Les Ailes de l'Espoir»

nous célébrons aujourd'hui

■ FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement d'un catalogue pour renforcer la compétitivité des entreprises

Le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3Fpt) a lancé, hier, à Dakar, un catalogue de formation continue destiné aux entreprises et organisations professionnelles. Présenté par son directeur général, Babo Amadou Bâ, comme un outil stratégique pour le développement du capital humain, ce dispositif vise à améliorer l'accès à la formation, réduire les délais de traitement des demandes et renforcer l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché.

Le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3Fpt) franchit une nouvelle étape dans la modernisation de son dispositif d'appui aux entreprises. L'institution a lancé, hier, mardi 10 mars, à Dakar, le catalogue de formation continue.

Présidant la cérémonie, le directeur général du 3Fpt, Babo Amadou Bâ, a présenté ce nouvel outil comme « une innovation majeure destinée à soutenir la compétitivité des entreprises et l'employabilité des jeunes ». Selon lui, cette initiative s'inscrit dans la dynamique de transformation engagée par l'État du Sénégal à travers la Vision « Sénégal 2050 », qui place le capital humain au cœur du développement économique. « La formation constitue est aujourd'hui un levier essentiel pour accompagner la

transformation structurelle de l'économie », a-t-il indiqué, ajoutant : « La création de ce catalogue répond à une nécessité d'adapter le système de formation professionnelle aux exigences du marché ».

De l'avis du directeur général du 3Fpt, « ce catalogue constitue une innovation majeure et une réponse concrète aux besoins des entreprises et des organisations professionnelles ». Il a précisé qu'il vise à « mettre à la disposition des entreprises des offres de formation prêtes à l'emploi et adaptées à leurs besoins ».

Babo Amadou Bâ a reconnu que plusieurs défis subsistent dans le domaine de la formation professionnelle. Parmi eux, « figurent notamment les lenteurs administratives, les disparités de coûts entre les formations et l'inadéquation de



Dr Babo Amadou Bâ, directeur général du 3Fpt (au centre), a expliqué aux chefs d'entreprise l'intérêt du catalogue mis à leur disposition.

certaines offres avec les besoins réels des entreprises ».

Le catalogue, conçu en synergie avec les acteurs, constitue, selon lui, « une réponse pragmatique à ces difficultés ».

Intervenant au nom du patronat, Malick François Guèye a rappelé le rôle déterminant du secteur privé dans le financement et le développement de la formation professionnelle au Sénégal. Selon lui, les en-

treprises contribuent activement au fonctionnement du 3Fpt à travers la taxe sur la masse salariale. Il a également souligné que le secteur privé reste le principal moteur de création d'emploi dans le pays. M. Guèye n'a pas manqué de saluer les efforts du 3Fpt pour améliorer la qualité et l'efficacité du système de formation.

Les organisations syndicales ont également magnifié cette initia-

tive. En leurs noms, Ibrahima Mané a insisté sur les attentes des travailleurs en matière de transparence et d'équité dans le financement des formations. Il estime que la digitalisation du catalogue devrait permettre d'améliorer la gestion des demandes et de mieux orienter les programmes vers les secteurs stratégiques de l'économie.

Daouda DIOUF

51e salon des inventions de Genève, le Sénégal promeut la recherche comme moteur de développement du pays



[Lire la suite](#)

mesrisenegal.sn
12 mars 2026

Foo nekk foofu la



Cérémonie de célébration de la journée internationale des droits des femmes du MESRI



Le Ministre de l'enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation Pr Daouda Ngom a présidé ce lundi 09 mars 2026 la cérémonie de célébration de la journée internationale des droits des femmes du MESRI. A cette occasion, le Pr Daouda Ngom a réitéré sa disponibilité et son vœux ardent de pleine réussite dans toutes les initiatives et disponible à être à leurs côtés pour relever ensemble les nombreux défis du sous-secteur.



mesrisenegal.sn
12 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



SANTÉ ET EDUCATION

4 350 enseignants et 2 500 agents de santé recrutés en 2026

Hier, en réunion du conseil des ministres, Ousmane Sonko a rappelé que le capital humain est essentiel dans la vie économique et sociale de la Nation. Accordant une importance de premier ordre à l'Éducation et à la Santé, le gouvernement a annoncé 6 850 recrutements dans ces secteurs en 2026.

Le Premier ministre a fait hier un diagnostic sans complaisance du secteur de la santé ainsi que celui de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Pour ce dernier, il a indiqué qu'elle est en proie à une crise lancinante due essentiellement à un déficit global en personnels, un manque d'infrastructures et d'équipements en nombre et en qualité, la détérioration de l'environnement scolaire, l'inadéquation des curricula d'enseignement et de formation, la faible promotion de filières scientifiques, la question

récurrente des bourses des étudiants, le dérèglement du calendrier universitaire ainsi que l'instabilité chronique de l'espace scolaire et universitaire. Pour le secteur de la Santé, Ousmane Sonko note que les problèmes sont liés, entre autres, à la fragmentation des systèmes d'information de santé, au manque d'infrastructures et d'équipements modernes intégrant des solutions numériques et énergétiques, à l'insuffisance des ressources humaines et financières ainsi qu'au déficit d'entretien et de maintenance. Il s'y ajoute, déplore-t-il, l'obsolescence du cadre institutionnel et juridique, la répartition inégale du personnel et des moyens, la dépendance structurelle aux importations de médicaments, de matériels et autres produits de santé, le sous-investissement dans la prévention ainsi que la faiblesse du plateau médical, rendant plus difficile l'accès à des soins de santé de

qualité.

Face à ce constat, dit-il, l'Etat a déployé des efforts exceptionnels, dans un contexte général difficile, pour redresser ces secteurs vitaux. Non sans annoncer que l'Etat va recruter en 2026 4 350 enseignants et 2 500 agents de santé. Ce qui fait un total de 6 850 recrutements.

Le gouvernement s'est aussi engagé à mettre en œuvre le Pacte national de Stabilité sociale pour une Croissance inclusive et durable, signé le 1er mai 2025 entre le gouvernement, les syndicats et le patronat.

Dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur, le gouvernement déroule son plan quinquennal de recrutement de personnels pour renforcer les effectifs des enseignants afin de couvrir, à terme, les besoins en encadrement pédagogique et garantir la continuité du service public de l'éducation.

En outre, selon le Premier Ministre, des avancées significa-

tives ont été notées dans l'intensification de l'accès, dans l'inclusion et l'équité sociale, dans l'amélioration de la gestion des carrières des personnels enseignants, dans la valorisation de la fonction enseignante, ainsi que dans le renforcement des capacités des enseignants par la formation diplômante universelle et la formation continue.

Le Premier Ministre a souligné aussi que, dans le domaine de la Santé, le gouvernement a engagé une réorganisation des programmes sectoriels, en mettant davantage l'accent sur les actions de prévention et de promotion de la santé. Cette orientation stratégique s'accompagne d'une révision de l'organigramme du ministère au niveau central ainsi que de plusieurs réformes structurantes en cours, notamment la révision du Code de la Santé publique, la réforme du cadre juridique relatif à la santé mentale ainsi que l'actualisation de la carte sani-

taire nationale.

Le Premier Ministre a également fait état des résultats probants obtenus sur le plan des ressources humaines et des infrastructures sanitaires, avant de lancer un appel à tous les acteurs et partenaires des systèmes d'éducation et de santé à un sursaut dans l'intérêt exclusif de la Nation.

Enfin, il a invité les ministres à mettre un accent particulier sur les politiques publiques tournées vers la promotion du capital humain, à respecter les engagements pris au nom du Gouvernement, à faire preuve d'ouverture pour maintenir et consolider le dialogue pour la stabilité et la paix sociales et à ne ménager aucun effort pour prévenir et trouver des solutions aux difficultés qui surviennent dans les relations entre l'Etat et les acteurs sociaux.

Seydina Bilal DIALLO

4 L'Observateur N°6728 **Actualité** Jeudi 12 Mars 2026

PONCTION SUR LES SALAIRES DE FÉVRIER

Le quotidien brisé des enseignants

Ruser pour s'en sortir, tel est désormais le maître mot dans les foyers enseignants frappés par des retenues sur salaire. Loyers, courses, factures et préparation des enfants pour la fête se retrouvent compromis, plongeant les familles dans l'inquiétude.



vaillé de toute l'année. Il a tout de même été ponctionné, déplore-t-il.

«Nous sommes au bout du rouleau»

Parmi les corps professionnels, les montants retirés oscillent entre 180 000 et un peu plus de 220 000 FCFA. Lui-même a vu disparaître 210 125 FCFA de son salaire. Une coupe sévère dans des budgets déjà étiés à l'estime. «On nous parle de dix jours de grève durant le mois de janvier. Pourtant, il y avait deux plans d'action de six jours chacun, et aucun professeur n'a assuré les six jours complets», Sall confie. «J'ai suivi le mouvement que trois jours. Les jours suivants, sans cours, il réajuste ainsi de nombreux collègues confrontés à la même situation. Ce qui rend surtout la situation particulièrement éprouvante, c'est le calendrier. Le mois de Ramadan impose déjà des charges supplémentaires, tandis que la Korité approche avec son cortège de préparatifs. «Les temps sont extrêmement difficiles. Entre le jeûne, la fête qui arrive et les charges habituelles, nos finances sont complètement boucassées. On ne peut plus honorer les dépenses comme avant. On est obligé d'inventer une nouvelle manière de gérer l'argent», avoue-t-il. Du foyer de 170 000 FCFA aux courses, en passant par les factures et les besoins des enfants, chaque dépense devient un arbitrage délicat et douloureux. La marge de manœuvre se réduit alors à néant, rendant l'équilibre encore plus précaire. «Nous sommes au bout du rouleau», lâche-t-il dans un soupir.

La tontine, bouée de secours

«C'est une tontine qui m'a sauvé», confie Sall. «C'est une tontine qui m'a sauvé», confie Sall. «C'est une tontine qui m'a sauvé», confie Sall.

lui a offert une bouée salvatrice au moment où la trésorerie familiale menaçait de chavirer. En récupérant deux cotisations, il a pu réunir 160 000 FCFA. Les imprévus se sont transformés en avertissement. Sall raconte un vrai parcours du combattant financier. Pris dans l'étau de cette tempête budgétaire, l'enseignant s'accroche à une priorité : préserver l'équilibre du foyer. Il veille avant tout à ce que la nourriture ne change pas et que les enfants puissent avoir leurs habits pour la Korité, s'appuyant sur la compréhension et le soutien précieux de son épouse. La fête reste donc dans les plans, sous une forme plus sobre. Il s'efforce de maintenir le même menu, du poulet rôti ou grillé pour le mets de l'Aïd el-Fitr, planifiant ses dépenses et se réorganisant minutieusement autour du salaire restant. Dans d'autres foyers d'enseignants, la situation est tout aussi complexe. Un fonctionnaire, père de trois enfants, raconte une découverte aussi inattendue que brutale. La veille du virement, les bulletins de solde sont envoyés. Son téléphone sonne. Il consulte le message, ouvre son e-mail et parcourt la notification. Coup de massue : 97 000 FCFA retranchés pour fait de grève. Sa situation est d'autant plus grande qu'en tant que responsable syndical détaché, il ne dispense plus de cours. «On ne peut pas ponctionner quelqu'un qui n'est pas dans les classes», estime-t-il. Pour lui, la méthode pose problème car avant toute retenue, il faut vérifier les heures travaillées. «C'est une tontine qui m'a sauvé», confie Sall. «C'est une tontine qui m'a sauvé», confie Sall.

(Cusems), parle de «ponctions extrêmement sauvages». Premièrement syndical à la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation nationale, il reste perplexe face à cette retenue de 210 000 FCFA. Selon lui, ces mesures ont été appliquées sans discernement et de manière arbitraire : des professeurs, des directeurs d'école, des enseignants détachés dans d'autres ministères et même des femmes en congé de maternité ont été touchés. «C'est une coupe aveugle, un véritable saucage». La temporalité accentue la violence du choc. «Soustraire 200 000 FCFA à un enseignant en plein Ramadan, alors qu'il doit nourrir sa famille et préparer la Korité, c'est une épreuve très lourde pour quelqu'un qui figure déjà parmi les agents les moins rémunérés de la fonction publique», déplore-t-il. Au sein des ménages, on réinvente son quotidien pour survivre financièrement. Les dépenses sont rabotées, les priorités redéfinies, les projets repoussés. «Ces 200 000 FCFA servent souvent à soutenir la famille à Dakar et celle restée au village. Aujourd'hui, on est obligé de réduire partout». Malgré la rudesse de la situation, Gningue assure que la dignité reste intacte. La Korité sera plus modestement cette année, mais il s'efforce de préserver la magie de la fête pour les enfants. Les rires et les petits plaisirs restent au rendez-vous, pendant que les adultes, eux, acceptent de faire des sacrifices pour que la fête conserve sa lumière dans la maison.

Dans de nombreux foyers d'enseignants, une même réalité s'impose dorénavant : cette Korité aura un goût plus discret, presque austère. Une célébration dans la retenue, au terme d'un mois qui restera, pour beaucoup, comme l'un des plus éprouvants épisodes financiers de leur vie professionnelle. Un mois où le coffre familial, mis à rude épreuve, n'est plus fort.

Dans les fêtes sous tension et un budget familial réorganisé
Dans les rangs syndicaux, la colère gronde. Gningue, membre du directoire national du Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen-secondaire

DOLÉANCES | EDUCATION ET MATERNITÉ

Des enseignantes demandent l'allongement du congé de maternité

Des enseignantes réclament l'allongement du congé de maternité et des salles d'allaitement. Elles ont fait ce cri du cœur, avant-hier, lors d'une conférence publique organisée par le Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen et secondaire du Sénégal (Cusems). «Les droits des enseignantes doivent être respectés. Quand elles sont en congé de maternité, elles ont souvent

des soucis pour allaiter leurs enfants, par défaut de nourrice. Pour le suivi médical, il y a des femmes qui reviennent de la maternité avec des séquelles. Et parfois pour un retour à l'hôpital, c'est des problèmes au niveau de l'administration. C'est pourquoi, nous demandons aux autorités de prolonger le congé de maternité à six mois», a indiqué la chargée de la syndicalisation des

femmes du Cusems, Oulimatou Sagna. Cette dernière ajoute que cette doléance formulée par l'Organisation internationale du travail (Oit) à travers sa Convention 183, souffre de sa non application par certains employeurs.

Lui emboitant le pas, le secrétaire général du Cusems Aliou Diouf réitère : «Ces autorités avaient d'ailleurs promis d'allonger le congé de maternité de 3 à 6

mois. Donc, nous demandons qu'elles honorent leur engagement». Autres doléances formulées, c'est l'encadrement des femmes et la non place de crèches au niveau des écoles. La femme travaille le temps de pré-maternité, elle doit être encadrée, y a beaucoup de femmes qu'on salue, où déposer les papiers pour bénéficier leur congé. Donc, les autorités doivent accompagner les femmes à travers les crèches, et leur montrer comment elles doivent déposer les papiers quand elles doivent revenir pour leur congé. De plus, il faut mettre en place des crèches au niveau des écoles. Cela va permettre à l'enseignant d'être à l'aise dans son travail», Oulimatou Sagna.

Théodore SE

www.walfnet.com

Le Soleil, 12 mars 2026

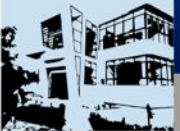
SARAYA

Cent jeunes du département formés en informatique

KÉDOUGOU - Dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique entre les zones rurales et urbaines, 100 jeunes du département de Saraya bénéficient d'une formation de base en informatique d'une dizaine de jours (du 2 au 12 mars). C'est à travers le programme DiggiTruck, une initiative portée par l'entreprise Huawei en partenariat avec l'Ong Close the Gap. Ce dernier, déployé dans plusieurs régions du Sénégal, vise à renforcer les compétences numériques des jeunes et à faciliter leur insertion dans le monde du travail. Selon le formateur, El hadji Amadou Bâ, l'initiative s'inscrit dans une dynamique de promotion de l'inclusion numérique au Sénégal. «Ce programme est une initiative de Hua-

wei en partenariat avec l'État du Sénégal. L'objectif est de parcourir toutes les régions du pays afin d'offrir aux jeunes des compétences de base en informatique», a-t-il expliqué, tout en remerciant l'inspecteur de la jeunesse pour son accompagnement. À l'issue de la formation, chaque bénéficiaire reçoit un certificat reconnu. L'inspecteur de la jeunesse, Babacar Mbodji, a salué l'initiative et a encouragé les jeunes à poursuivre leur apprentissage. Il a rappelé que la maîtrise des outils numériques constitue aujourd'hui un atout majeur pour répondre aux exigences du marché de l'emploi.

Amadou DIOP
(Correspondant)



Recherche et sciences: La présence des femmes en question



L'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal (Ansts), en collaboration avec l'Académie nationale des jeunes scientifiques du Sénégal (Anjss), a organisé, hier, à Dakar, une rencontre intitulée « Paroles de Femmes de Science : Voir, comprendre, transformer ». Scientifiques confirmées et jeunes chercheuses y ont partagé leurs parcours et réfléchi sur les moyens de renforcer la présence des femmes dans la recherche



lesoleil.sn
13 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Richard-Toll : des certifications remises à 229 apprenants de l'ISEP



L'Institut supérieur d'enseignement professionnel (ISEP) de Richard-Toll (nord), a remis, jeudi, des certifications à 229 apprenants qui ont été formés en dix métiers à l'issue d'une session de formation sanctionnée par un taux de réussite de 100%.

"Au total, 230 candidats étaient initialement inscrits à cette session de certification sanctionnant des formations de six mois. Mais une absence a ramené l'effectif à 229 apprenants qui ont été évalués", a expliqué l'inspecteur de spécialité à l'Académie de Saint-Louis, Ndiogou Fall, superviseur de la session.



APS
13 mars 2026

[Lire la suite](#)

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



La CEDEAO examine l'adéquation des programmes éducatifs aux besoins de l'économie



La commission mixte de l'éducation, de la science, de la culture, de la santé et des technologies du Parlement de la CEDEAO tient, du 10 au 14 mars à Lomé, une réunion délocalisée consacrée à l'adaptation des programmes éducatifs aux besoins socio-économiques de la région.

Les travaux ont été ouverts par la présidente en exercice du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Mémounatou Ibrahima, en présence des ministres togolais de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, et de l'Éducation nationale, Mama Omorou.

[Lire la suite](#)



apanews
11 mars 2026

Foo nekk foofu la



Lancement du projet Africa Connect Digital Campus (ACDC) en Côte d'Ivoire



Le 12 mars 2026, l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) a accueilli la cérémonie officielle de lancement du projet Africa Connect Digital Campus (ACDC) en Côte d'Ivoire. Cette initiative régionale marque une étape importante pour le renforcement du numérique pour l'enseignement supérieur et la recherche en Afrique de l'Ouest.



IRD
12 mars 2026

Le projet ACDC réunit trois pays partenaires : la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo autour d'un objectif commun : accélérer la transformation numérique des universités et renforcer la coopération académique et scientifique dans la région.

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Une plateforme gratuite pour former les jeunes Africains à l'IA, portée par Microsoft



Face à une demande estimée à 230 millions d'emplois numériques d'ici 2030, l'Afrique subsaharienne doit accélérer la formation de sa jeunesse. Ce partenariat vise à démocratiser l'accès aux compétences en intelligence artificielle et à renforcer l'insertion professionnelle, en particulier pour les jeunes femmes.

Le géant technologique Microsoft et l'initiative Education Plus, soutenue par l'ONUSIDA, ont annoncé le mardi 10 mars le lancement d'Empower+. Cette plateforme numérique vise à renforcer les compétences en informatique et en intelligence artificielle des jeunes sur le continent.

[Lire la suite](#)



agenceecofin
13 mars 2026

Foo nekk foofu la



ACTUALITE SYNDICALE



Enseignement moyen et secondaire : le G7 débute son 6e plan d'actions par un débrayage



Le G7, la confédération des syndicats du moyen et du secondaire les plus représentatifs, a débuté ce mardi, son sixième plan d'actions par un débrayage, indique un communiqué transmis à l'Aps.

Le regroupement syndical, qui annonce également une grève totale pour mercredi et vendredi, observe depuis quatre mois des arrêts de travail alternés pour exiger le respect d'accords signés avec le gouvernement de l'ex-président Macky Sall (2012-2024).



Senegal7
10 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Sénégal : grève pour le respect des accords et la dignité de l'école publique



Depuis plusieurs mois, devant un dialogue social jugé défaillant, les enseignantes et enseignants du Sénégal sont engagés dans une mobilisation d'ampleur pour défendre leurs droits professionnels, la qualité de l'enseignement public et le respect des engagements pris par les autorités. Le mouvement est porté par le G7, cadre unitaire regroupant les sept syndicats les plus représentatifs du secteur de l'éducation au Sénégal, dont le Syndicat des enseignants libres du Sénégal (SELS) et l'Union démocratique des enseignantes et des enseignants du Sénégal (UDEN), tous deux affiliés à l'Internationale de l'Éducation.



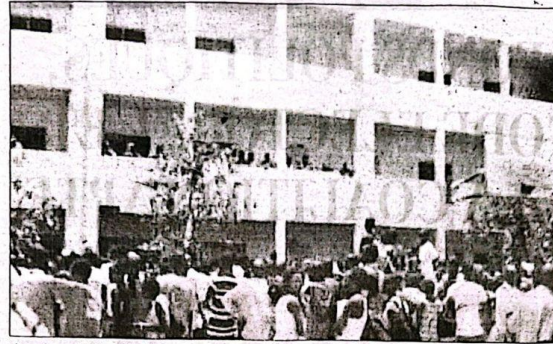
[Lire la suite](#)

ei-ie.org
10 mars 2026

Foo nekk foofu la



Les enseignants enclenchent un sixième plan d'actions



Avec la radicalisation des enseignants, le milieu scolaire fonce vers une paralysie totale

Les ponctions de salaires n'y feront rien. Les enseignants sont plus que jamais déterminés à croquer le fer avec le gouvernement pour le respect des accords signés. Après l'évaluation de son cinquième plan d'actions, le G7 qui regroupe les syndicats d'enseignants les plus représentatifs a enclenché, hier mardi, son sixième plan d'actions, sur fond de débrayages et de grèves qui vont rythmer toute cette semaine.

«C'est un sixième plan d'actions qui fait suite à un cinquième et qui a permis d'évaluer dans le cadre du G7. Nous avons évalué en tenant compte des réactions de la part du gouvernement, que nous avons jugées timides. Nous continuons à noter donc de la tergiversation et du dilatoire. En l'épreuve des solutions aux problèmes que posent les enseignants, nous avons eu droit à des menaces; des ponctions tous azimuts qui ne respectent aucune norme. Ce que

nous avons dénoncé», martèle le porte-parole du G7, Amidou Diédhiou.

Dans la même dynamique, le secrétaire général du Sels soutient que les syndicats vont saisir le Bureau international du travail (Bit) par une plainte pour violation flagrante de la Convention 95 du gouvernement du Sénégal. Outre les grèves, les syndicalistes vont procéder aussi au boycott des évaluations, à la rétention des informations administratives.

Le Syndicat autonome pour le développement de l'éducation et de la formation (Sadef) a annoncé le lancement de son neuvième plan d'actions. Le secrétaire général du Sadef dénonce le laxisme du gouvernement. Selon lui, l'Etat traîne toujours les pieds sur la matérialisation des décrets signés en janvier dernier. Le Sadef réclame également l'allongement de l'âge de la retraite à 65 ans pour l'ensemble des enseignants.

Samba BARRY

POUR L'APUREMENT DES PASSIFS DES ACCORDS SIGNÉS AVEC L'ÉTAT

Les syndicats du G7 entament un 6e plan d'action...

Les syndicats d'enseignants réunis au sein du G7, groupe le plus représentatif du secteur de l'éducation, ne faiblissent guère dans le bras de fer qui les oppose au gouvernement. Ils ont entamé hier, mardi, un nouveau plan d'action, le 6e de l'année scolaire, pour exiger de l'Etat l'apurement total du passif des accords signés en 2021-2022, notamment concernant les décisionnaires du système.

L'école publique sénégalaise n'est pas encore sortie de l'ornière. Hier, mardi 10 mars, elle a encore connu des perturbations à cause de la grève qu'observe depuis quelques semaines, le G7, groupe de syndicats d'enseignants les plus représentatifs du secteur de l'éducation. La journée a été marquée par un débrayage à partir de 9 heures dans les établissements scolaires, marquant ainsi le lancement du 6e plan d'action de ladite structure syndicale. Cette montée en puissance du mouvement syndical intervient pourtant dans un contexte où les négociations entre les syndicats d'enseignants et les autorités se poursuivent.

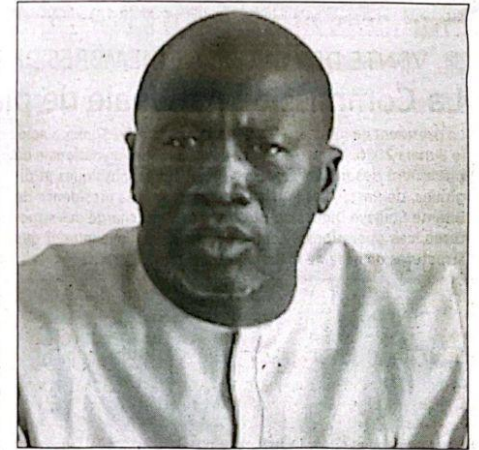
Interrogé sur les points d'achoppement entre les syndicats et le gouvernement, Amidou Diédhiou, secrétaire national du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels), membre du G7, indique six points. Il s'agit

principalement, dit-il, de la question de la mise en œuvre du décret concernant les décisionnaires du système éducatif, la revalorisation de leurs pensions de retraite, l'augmentation de l'âge d'aller à la retraite (65 ans), la correction du système de rémunération, l'arrêt définitif de la surimposition sur les rappels des enseignants et la sempiternelle question des lenteurs administratives. «Même si nous avons salué la signature le 27 janvier du décret concernant le statut de nos collègues décisionnaires, force est de reconnaître que cet acte tarde encore à être mis en œuvre», a souligné M. Diédhiou, rappelant dans la foulée, que le G7 a décidé aussi de porter plainte contre les ponctions sur les salaires qui, selon le groupe de syndicats, «n'ont pas été effectuées dans les normes en la matière». «Conformément à la convention de l'O-

ganisation internationale du travail (Oit), nous avons décidé de porter plainte contre l'Etat», a affirmé Amidou Diédhiou.

Le G7, outre les débrayages et grèves totales annoncés les 11, 13 et 16 mars 2026, invite également les chefs d'établissement et les inspecteurs à procéder à une rétention des informations administratives, une stratégie souvent utilisée par les syndicats pour ralentir le fonctionnement du système éducatif.

Seydou Prosper SADIO



Amidou Diédhiou, secrétaire général national du Sels.

... Les associations des parents d'élèves de Dakar tirent la sonnette d'alarme

Les associations des parents d'élèves des Académies de Dakar ont publié, hier, un communiqué de presse sur la situation actuelle du système éducatif, secoué depuis quelques mois par des mouvements de grève des enseignants.

«Au nom des parents d'élèves de tout le Sénégal, nous invitons toutes les parties à faire preuve de patriotisme, de sens des responsabilités et d'esprit de dépassement», ont indiqué les parents d'élèves des Académies de Dakar. Ils appellent à un

«dialogue sincère, à des compromis constructifs et à des décisions courageuses afin de préserver l'année scolaire et garantir la continuité de l'éducation des enfants». Le Sénégal, ont-ils souligné dans le document, «s'est toujours distingué par sa capacité à privilégier le dialogue et le consensus, fidèles à notre idéal de commun vouloir de vie commune». Aujourd'hui plus que jamais, soutiennent les parents d'élèves, «cet esprit doit nous guider». Les parents d'élèves disent

être disponibles pour accompagner toute initiative visant à préserver l'école sénégalaise, patrimoine commun de la Nation. «L'école est le socle de toute nation qui aspire au progrès, à la stabilité et au développement durable. Elle est le lieu où se construit l'avenir de notre pays à travers la formation de nos enfants, ces jeunes esprits qui porteront demain les espoirs et les ambitions du Sénégal», lit-on dans le document.

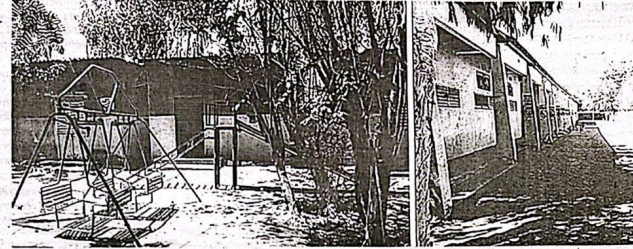
Allou KANDE

MATAM

La grève du G7 prolonge la paralysie du système éducatif

A Matam, le système éducatif est resté paralysé hier, mercredi 11 mars, à la du mot de grève lancé par des enseignants affiliés à la coalition syndicale G7, après un débrayage déjà observé la veille. En dépit des retenues sur salaire opérées le mois dernier, la mobilisation syndicale reste intacte, conduisant de nombreux enseignants à désertar les classes.

Des établissements préscolaires au secondaire, en passant par l'enseignement élémentaire, et le moyen, une atmosphère morose s'est installée dans l'ensemble des écoles publiques. Enseignants comme élèves brillent par leur absence, et le quantum horaire ne cesse de se réduire sous l'effet des interruptions répétées, com-



promettant davantage les enseignements - apprentissages et les évaluations déjà fragilisées. À la suite de discussions avec le pool d'organisation et en tenant compte des jours de grève annoncés par le G7, l'essai départemental initialement prévu les 11 et 12 mars a été renvoyé à

une date ultérieure. Après le déphasage constaté au niveau des évaluations, au niveau du moyen secondaire, ce report marque un nouvel épisode perturbant le déroulement normal de l'année scolaire. Le bras de fer entre l'État et les enseignants se poursuit donc sans signe d'apaisement. Parmi les me-

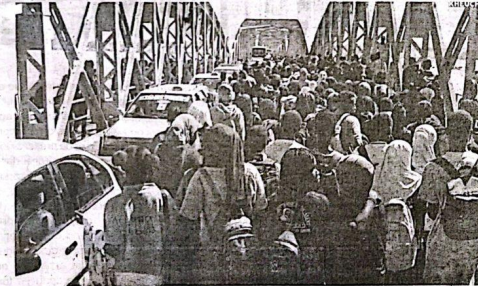
sures phares dévoilées par les syndicalistes qui ont décidé de durcir le ton, figure le boycott de plusieurs activités pédagogiques et administratives. Les membres du G7 ont choisi de suspendre leur participation aux évaluations, aux cellules d'animation pédagogique, aux manifestations sportives sco-

laires et à la formation initiale des futurs enseignants. Le mouvement comprend également la rétention d'informations administratives par les chefs d'établissement et les inspecteurs, une stratégie destinée à intensifier la pression exercée sur les autorités.

Pape Mactar NDIAYE

SAINT-LOUIS - CRISE SCOLAIRE ET GRÈVES RÉPÉTITIVES DES ENSEIGNANTS Les parents d'élèves et d'étudiants de la région expriment leurs craintes

Les parents d'élèves et d'étudiants de la région de Saint-Louis dénoncent avec la dernière énergie les grèves répétitives des enseignants. Ils déclarent en avoir marre avec ce mouvement d'humeur qui perdure et gangrène le secteur de l'Éducation. Ils appellent les autorités étatiques et les enseignants au dialogue pour une reprise normale des cours afin de finir le quantum horaire.



Les séries de grèves répétitives notées depuis quelques temps dans le secteur de l'Éducation inquiètent énormément les parents d'élèves et d'étudiants de la région de Saint-Louis. Ces derniers craignent pour l'avenir de leurs

enfants qui risquent de ne pas pouvoir finir le quantum horaire. Des perturbations que déplore Daouda Diop, dit David, habitant le quartier Balakon, dans le faubourg de Sor. « Nous, en tant que parents d'élèves, nous sommes

inquiets pour l'avenir de nos enfants. Je ne dis même pas pour les études, mais pour la sécurité de nos enfants. Ils débambulent partout dans la rue. Quand ils quittent la maison à 08 heures, ils reviennent presque le soir. Mais

tu ne peux pas les sécuriser. Ce n'est pas bon », a-t-il décrié. Moustapha Lô, un autre parent d'élèves, se dit, lui, très étonné de cette situation qui ne fait qu'empirer de jour en jour. « Moi, je suis étonné. Vraiment, je suis très étonné, à cause des grèves répétitives des enseignants. Pourquoi l'État ne prend pas ses responsabilités pour que les enseignants arrêtent définitivement leurs grèves. On ne peut pas, à chaque instant, demander quelque chose, on se rend compte qu'on n'avance, ils demandent autre chose. On est dans quel pays ? », s'est-il interrogé.

D'où ce cri du cœur lancé par Amadou Ndiaye, secrétaire général de l'Union régionale des Associations de parents d'élèves et d'étudiants de Saint-Louis, appelant l'État et les enseignants au dialogue. « Nous appelons, comme nous l'avons toujours fait, toutes les deux parties à se mettre autour de la table pour trouver rapidement des solutions. Les parents que

nous sommes, continuons les démarches avec l'État et les syndicats d'enseignants pour rétablir l'ordre et pour que les enfants puissent retourner à l'école. Nous demandons également aux chefs religieux, coutumiers et à toutes les bonnes volontés, de s'impliquer et de venir rejoindre les Associations de parents d'élèves (APE), pour que, rapidement, des solutions idéales puissent être trouvées. Moi, je suis d'accord, les syndicats ont le droit d'aller en grève. Mais fondamentalement, il faut au moins regarder aussi l'avenir de nos enfants, et c'est important », a-t-il expliqué tout en exprimant son inquiétude. Pour tous les trois parents d'élèves et d'étudiants, les réactions sont unanimes. L'État et les enseignants doivent dialoguer pour régler le problème définitivement. Car, disent-ils, l'éducation, c'est la base de tout. Ils exhortent les enseignants à cesser les grèves répétitives car parents et élèves en souffrent.

YVES TENDENG

WM
Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

Foo nekk foofu la



Scanné avec CamScanner

■ PONCTIONS SUR LES SALAIRES DES ENSEIGNANTS, LICENCIEMENTS ABUSIFS, VIOLATIONS DU PACTE SOCIAL...

Le Front syndical hausse le ton

Le Front syndical pour la défense du travail a fustigé, jeudi 12 mars, les ponctions sur les salaires des enseignants et la multiplication des licenciements. Regrettant une violation du Pacte national de stabilité sociale, il a dévoilé son plan d'action de riposte avec le dépôt, hier, d'un préavis de grève et une marche pacifique prévue le 8 avril prochain.

Face aux journalistes, les responsables du Front syndical pour la défense du travail, avec à leur tête Mody Guiro, secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (Cnts) et porte-parole du jour, ont dressé un tableau préoccupant de la situation sociale. Selon eux, les travailleurs se retrouvent confrontés à plusieurs décisions préjudiciables, notamment «les ponctions sur les salaires des enseignants et la multiplication des licenciements». Révoltés contre les ponctions sur les salaires des enseignants, les syndicalistes fustigent une «injustice» qui traduit un manque de respect envers le corps enseignant. «Le Front syndical pour la défense du travail considère que ces ponctions sont non seulement injustes, mais entraînent également un manque de respect à



Le front syndical pour la défense du travail prévoit une marche pacifique le 8 avril prochain.

l'égard de celles et ceux qui portent, chaque jour, le système éducatif de notre pays», a déclaré M. Guiro. Outre les dérives sur les salaires, le Front a déploré «la multiplication alarmante des licenciements» dans plusieurs secteurs ainsi que «l'impunité dont bénéficieraient certaines multinationales opérant au Sénégal». Pour ce collectif, cela traduit une remise en cause de l'esprit du Pacte national de stabilité sociale signé entre l'État, les organisations syndicales et le patronat. «Le Pacte repose sur le respect mutuel des engagements et sur un dialogue social sincère. Aujourd'hui, force est de constater que cet esprit est sérieusement mis à mal», a assuré le Sg de la Cnts. Dans la foulée, les syndicalistes ont exigé «l'arrêt des licenciements abusifs, la protection effective

des emplois, la réintégration immédiate des travailleurs licenciés abusivement ainsi que la mise en œuvre du Protocole d'accord gouvernement/collectivités territoriales du 10 juillet 2025. Pour se faire du gouvernement, le Front syndical a mis sur pied un plan d'action de riposte. Selon Mody Guiro, un préavis de grève générale a été déposé hier. «Au terme du délai imparti, le Front syndical pour la défense du travail se réserve le droit de déclencher une grève générale», a-t-il fait savoir. Les syndicalistes ont assuré de la préparation d'une grande marche nationale prévue le 8 avril 2026. L'ambition est, d'après M. Guiro, de dénoncer les injustices dont seraient victimes des travailleurs et d'exiger le respect de leurs droits.

Souleymane WANE

Le Front syndical annonce une marche nationale le 8 avril



MARCHE NATIONALE DU G7
RESPECT DES ACCORDS, POUR UNE ECOLE APAIS

Les syndicalistes veulent une mobilisation générale le 8 avril pour exiger le respect intégral du Pacte de stabilité sociale

Le Front syndical pour la défense du travail hausse le ton face à ce qu'il considère comme des atteintes aux droits des travailleurs. Pour exprimer leur mécontentement, les responsables syndicaux dudit front annoncent l'organisation d'une grande marche nationale prévue le 8 avril 2026.

Dans un communiqué rendu public, ils n'excluent pas non plus le déclenchement d'une grève générale afin d'exiger la satisfaction de plusieurs revendications, notamment «l'arrêt immédiat des ponctions injustifiées» opérées en février sur les salaires des enseignants grévistes. «Une grande marche nationale est prévue le 8 avril 2026 pour dénoncer les injustices dont sont victimes les travailleurs et exiger le respect de leurs droits», martèle l'organisation syndicale.

Le Front syndical réclame également la restitution des sommes prélevées, l'ouverture d'un dialogue sincère avec les organisations syndicales d'enseignants, le respect intégral des engagements pris dans le cadre du Pacte national de stabilité sociale, ainsi que l'arrêt des licenciements abusifs et la protection effective des emplois.

Par ailleurs, le Front syndical met en garde le gouvernement, estimant que les travailleurs «ne resteront pas indéfiniment spectateurs de la dégradation de leurs droits et de leurs conditions de vie». Dans le même temps, l'organisation appelle l'ensemble des travailleurs, les syndicats et toutes les forces sociales «attachées à la justice sociale» à se mobiliser massivement pour cette marche.

Samba BARRY

Appel à l'insurrection et offense au chef de l'Etat : Imam Dramé et Daouda Ndiaye envoyés en prison

La justice est sur tous les fronts ces derniers temps. Parallèlement aux dossiers de reddition des comptes et celui de Pape Cheikh

PONCTIONS SUR LES SALAIRES ET LICENCIEMENTS

Le Front Syndical brandit la menace d'une grève générale

Face à une « multiplication alarmante des licenciements dans plusieurs secteurs » et aux ponctions opérées sur les salaires des enseignants, le Front Syndical pour la Défense du Travail (FSDT) menace de déclencher une grève générale et annonce une marche nationale le 8 avril prochain. L'annonce a été faite hier, jeudi 12 mars, lors d'une conférence de presse.

Le Front Syndical pour la Défense du Travail (FSDT) a tenu hier, jeudi 12 mars, une conférence de presse pour dénoncer les conditions sociales jugées « insoutenables » des travailleurs et annoncer le dépôt d'un préavis de grève générale. Dans un contexte de « cherté de la vie » et de « l'effondrement du pouvoir d'achat », il dénonce les ponctions sur les salaires des enseignants, qu'il considère comme « une injustice flagrante et un affront contre les travailleurs ». Selon le FSDT, ces prélèvements transforment les enseignants « en variables d'ajustement des carences de gestion des finances publiques ». Le Front met également en garde contre les licenciements abusifs signalés dans plusieurs secteurs et contre la violence sociale exercée selon lui, par certaines entreprises multinationales qui, « bafouent les

droits des travailleurs tout en profitant largement du marché sénégalais ». Le Front Syndical rappelle que le Pacte national de stabilité sociale, signé avec l'État et le patronat, repose sur le respect mutuel et le dialogue social. Or, « plusieurs engagements tardent à être respectés et des décisions unilatérales viennent fragiliser la confiance », dénonce-t-il.

Face à cette situation, le FSDT exige « l'arrêt immédiat des ponctions injustifiées sur les salaires des enseignants » ; « la restitution des sommes prélevées et un dialogue sincère avec les organisations syndicales d'enseignants » ; « le respect intégral des engagements pris dans le cadre du Pacte national de stabilité sociale » ; « l'arrêt des licenciements abusifs et la protection effective des emplois ». Le FSDT réclame également « la fin de l'impunité dont béné-



cient certaines multinationales qui piétinent les droits des travailleurs » ; « la réintégration immédiate des travailleurs licenciés abusivement » ; « la mise en œuvre du protocole d'accord Gouvernement/collectivités territoriales du 10 juillet 2025 ». Face à cette situation, le FSDT exige « l'arrêt immédiat des ponctions injustifiées sur les salaires des enseignants », « la restitution des sommes prélevées et un dialogue sincère avec les organisations syndicales d'enseignants », « le respect intégral des engagements pris dans le cadre du Pacte na-

tional de stabilité sociale », « l'arrêt des licenciements abusifs et la protection effective des emplois ». Le FSDT demande également « la fin de l'impunité dont bénéficient certaines multinationales qui piétinent les droits des travailleurs » ; « la réintégration immédiate des travailleurs licenciés abusivement » ; « la mise en œuvre du protocole d'accord Gouvernement/collectivités territoriales du 10 juillet 2025 ». La coalition d'organisations syndicales avertit que « la patience des travailleurs a des limites » et que, si les revendications lé-

gitimes ne sont pas respectées, une grève générale pourrait être déclenchée à l'issue du préavis. Une grande marche nationale est également prévue le 8 avril 2026 pour exiger justice et respect des droits des travailleurs.

Le FSDT appelle l'ensemble des travailleurs, syndicats et forces sociales à se mobiliser « massivement », soulignant qu'« aucune nation ne peut se construire durablement en méprisant celles et ceux qui créent chaque jour la richesse par leur travail ».

MARIAME DJIGO

VIE ETUDIANTE



UCAD: le Collectif des amicales commémore Abdoulaye Ba et annonce un plan d'actions de grève à partir de mercredi



Un mois après le décès de l'étudiant Abdoulaye Ba, le Collectif des amicales de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) est passé à l'action. Ce lundi, aux environs de 21h, les étudiants se sont rassemblés devant le pavillon F pour observer une minute de silence en mémoire de leur camarade disparu. Un moment de recueillement sobre, d'unité et de dignité, tel que l'avait souhaité le Collectif dans son communiqué daté du 9 mars 2026.



sanslimitesn
10 mars 2026

[Lire la suite](#)

Pourquoi le Coud a durci les mesures de sécurité



Face à la recrudescence de l'insécurité à l'Ucad, le Centre des oeuvres universitaires de Dakar (Coud) a durci les mesures de sécurité sur le campus social. Il s'agit notamment des fouilles systématiques à l'entrée, de l'interdiction des bouteilles de gaz dans les chambres d'étudiants et du contrôle strict des véhicules dont le but est de sécuriser les résidences et leurs occupants.



lesoleil.sn
10 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Dr Néné Mbodj : « Il faut travailler ensemble à sécuriser le campus »



La récente crise universitaire, marquée par le décès d'Abdoulaye Bâ, étudiant en 2e année à la Faculté de médecine, avait plongé le campus social de l'Ucad dans un climat de tensions et d'émotions fortes. Dans cet entretien, le directeur du Coud, Ndéné Mbodj, revient sur cette séquence tragique et appelle à l'apaisement ainsi qu'au respect du règlement intérieur.

Le campus social a connu des événements douloureux avec le décès de l'étudiant Abdoulaye Bâ. Comment avez-vous vécu cette période de crise ?



[Lire la suite](#)

lesoleil.sn
10 mars 2026

Foo nekk foofu la



Ugb-en colère contre la fermeture des restaurants universitaires : les étudiants bloquent la RN2 et menacent de déclarer le Directeur du CROUS persona non grata

Dans leur communiqué no. 00000211 du 09 mars 2026, la Coordination des étudiants de Saint-Louis (CESL) dit constater avec regret que les autorités universitaires, à l'instar du Directeur du Centre régional des Œuvres universitaires de Saint-Louis (CROUS), persistent dans leur entreprise jusqu'au-boutiste, en continuant d'engager un bras de fer avec les étudiants.



Sud Quotidien
10 mars 2026

[Lire la suite](#)

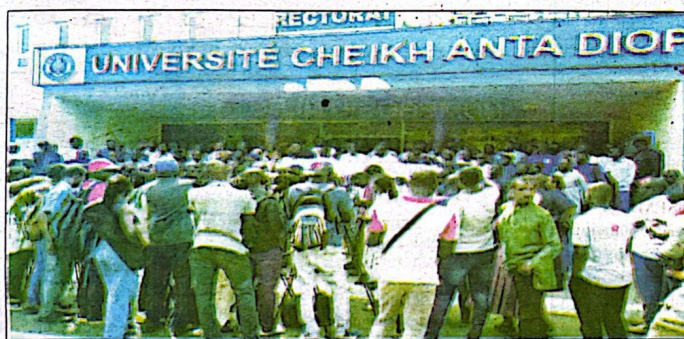
Walf Quotidien, 11 mars 2026



UCAD || OUVERTURE DES PAVILLONS B ET F, MAINTIEN DES ACQUIS, PLAN D' ACTIONS...

Les étudiants reviennent à la charge

Un mois après le décès de l'étudiant Abdoulaye Ba, les étudiants ruminent toujours leur colère. Ils ont tenu, lundi dernier, une minute de silence avant de réclamer aux autorités l'ouverture des pavillons B et F et le paiement intégral des rappels de bourses.



Les étudiants de l'Ucad exigent le paiement des rappels de bourses

Le Collectif des amicales de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) a réaffirmé son rôle dans la défense des intérêts des étudiants. Il a annoncé une série d'actions en mémoire de

l'étudiant Abdoulaye Ba, décédé il y a un mois. Lundi dernier, après la rupture du jeûne, les étudiants ont rendu un hommage à Abdoulaye Ba, mort le 9 février suite à «une chute du quatrième étage» au campus

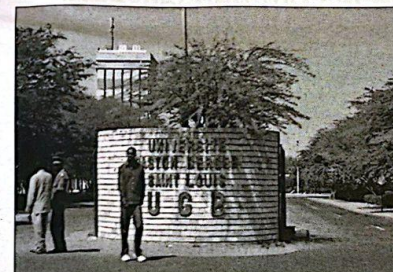
social. Après la minute de silence, les étudiants ont dénoncé une situation préoccupante dans les universités publiques du Sénégal. Dans cette perspective, le collectif a lancé un appel aux étudiants à se mobiliser pour défendre leurs intérêts. Les responsables du collectif ont informé l'opinion nationale du lancement prochain d'un plan d'actions. Celui-ci doit débuter ce mercredi 11 mars avec l'organisation d'un point de presse prévu à 10 heures.

Le collectif a également rappelé que ses revendications demeurent inchangées. Parmi celles-ci figurent notamment «le paiement intégral des rappels aux ayants droit», «le maintien des acquis jusqu'à une révision concertée du décret 2014-963 relatif aux allocations d'études», ainsi que «l'ouverture des pavillons B et F». Les étudiants réclament également «la lumière» sur le décès du camarade Abdoulaye Ba et «le retrait des forces de l'ordre dans les campus sociaux». Dans le même document, les responsables affirment que «le combat de l'étudiant restera un combat de dignité», porté par un collectif qu'ils considèrent comme légitime. Ils réitérent enfin leur engagement «indéfectible» en faveur de la défense des intérêts de la communauté estudiantine. **Ndeye Namsa NDIAYE** (Stagiaire)

Le Soleil, 11 mars 2026

UNIVERSITÉ GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS

Une nuit de tension entre étudiants et forces de l'ordre



SAINT-LOUIS - La tension est montée d'un cran sur le campus social de l'Université Gaston Berger (Ugb) de Saint-Louis. Dans la nuit du lundi 9 mars, des étudiants ont manifesté leur colère, ce qui a entraîné des heurts avec les forces de l'ordre. Ces incidents interviennent dans un contexte de bras de fer entre la Coordination des étudiants de Saint-Louis (Cesl) et les autorités du Centre régional des œuvres universitaires sociales (Crous). Dans un communiqué daté du 9 mars 2026, la Direction du Crous a annoncé la fermeture temporaire des restaurants universitaires à la suite d'un mot d'ordre d'une journée sans ticket décrété par les étudiants. Le directeur du Cours de l'Ugb, Babacar Diop, avait déclaré que «désormais, après chaque mot d'ordre de repas gratuits (journées sans tickets), les restaurants universitaires seront fer-

més immédiatement sans préavis ni communiqué». Une décision qui a provoqué la colère des étudiants. Dans un communiqué publié le 10 mars, la Cesl accuse les autorités universitaires et le Crous d'entretenir un climat de confrontation avec les étudiants. Selon la Cesl, la mesure prise par le Crous intervient dans un contexte déjà difficile pour les étudiants, marqué notamment par le jeûne. Durcisant le ton, la Coordination des étudiants de Saint-Louis annonce avoir décidé de déclarer le directeur général du Crous persona non grata dans l'enceinte de l'Université tant que les restaurants seront fermés. Malgré la tension, la Cesl dit privilégier le dialogue et invite les autorités à trouver une solution durable à la crise qui secoue actuellement l'Université.

Jeanne SAGNA
(Correspondante)

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES SOCIALES DE THIÈS

100 millions de FCfa en matériel pour le service médical

THIÈS - Le Centre régional des œuvres universitaires sociales (Crous) de Thiès qui gère plus de 10.000 étudiants a reçu, lundi 9 mars, un important don composé de 27 articles de matériel médical offert par son partenaire Horizon Sahel. Cet appui est composé, entre autres, de lits médicalisés électriques, de matelas, de compresseurs, de fauteuils roulants, de déambulateurs, de tables d'examen, de défibrillateurs, de moniteurs de pression artérielle sur chariot ainsi que de cartons de lunettes et de fauteuils pour les consultations. Le tout estimé à près de 100 millions de FCfa, a indiqué le directeur du Crous de Thiès, Serigne Mbacké LÔ. Il a profité de la cérémonie de réception, pour dire toute la gratitude de l'administration des œuvres sociales de l'uni-

versité de Thiès pour ce geste de leur partenaire. Selon M. LÔ, cet appui va contribuer à relever le plateau technique du service médical dans les campus de l'Université Iba Der Thiam, de l'Ecole supérieure nationale d'agriculture (Ensa), de l'Ecole polytechnique de Thiès (Ept) et des Classes préparatoires aux grandes écoles (Cpge). Il a ajouté qu'il est important d'avoir des lits d'hospitalisation de qualité, mais aussi et surtout du matériel de secours d'urgence pour assurer une prise en charge efficiente des étudiants. Ousseynou Diop, le président de l'association Horizon Sahel, s'est réjoui de pouvoir contribuer à l'amélioration de la prise en charge médicale des étudiants.

Mbaye Sarr DIAKHATÉ
(Correspondant)

■ UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

Le Collectif des amicales d'étudiants menace de reprendre ses méthodes de lutte

Un mois après le décès de l'étudiant Abdoulaye Bâ, survenu dans un climat de tensions au campus social de l'Université

Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), la mobilisation de la communauté estudiantine ne faiblit pas. Hier, dans un message

d'alerte aux autorités et à l'opinion publique, le Collectif des amicales d'étudiants a averti qu'il se « réserve le droit de reprendre

ses méthodes de lutte si la présence des forces de l'ordre dans les campus sociaux se poursuit dans les prochains jours ».

Il est revenu sur la prière organisée, mardi dernier, en mémoire du défunt étudiant et sur les événements qui ont suivi la cérémonie. Le Collectif a d'abord exprimé sa reconnaissance envers les étudiants pour leur forte mobilisation. Les responsables du collectif saluent « la présence massive de la communauté estudiantine venue prier pour le repos de l'âme de leur camarade Abdoulaye Bâ ».

Selon le collectif, « la situation est toutefois restée tendue après la prière. Plusieurs étudiants au-

raient voulu exprimer leur mécontentement face à la présence des forces de l'ordre dans les campus sociaux ». La structure de souligner « avoir pris l'initiative d'appeler au calme afin d'éviter toute escalade ». « N'eût été ce rappel à l'ordre, un affrontement pourrait avoir lieu et la communauté était déterminée avec sa masse à aller jusqu'au bout », souligne le communiqué.

Dans ce contexte jugé sensible, le Collectif des amicales indique avoir décidé de surseoir au point de presse initialement prévu hier, mercredi, estimant que la situation pouvait encore générer des tensions.

Daouda DIOUF

ACTUALITÉ UN-CHK



« Rendez-vous de la Recherche » : une première Masterclass donne les clés pour « Réussir et valoriser son mémoire de master »



La première édition de l'année 2026 des « Rendez-vous de la Recherche » organisée le mercredi 11 mars 2026, a été consacrée à une Masterclass en ligne sur le thème : « Réussir et valoriser son mémoire de master ». Cette initiative est portée par le Pôle d'Innovation et d'Expertise pour le Développement (PIED) en collaboration avec le pôle Sciences économiques, juridiques et de l'Administration (SEJA) de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK).

unchk.sn
13 mars 2026

Masterclass
Thème:
« Réussir et valoriser son mémoire de recherche »

LES
RENDEZ-VOUS
DE LA
RECHERCHE
sur la plateforme collaborative de l'UN-CHK

Retransmis sur
@UNCHK_Sn • **YouTube LIVE**

11
Mars 2026
à partir de
10H

INTERVENANTS :
Dr Moustapha NDIAYE,
Enseignant-chercheur au
pôle Lettres, Sciences
humaines et de l'Éducation
(LSHE) et Directeur du PIED*

Dr Mamadou Lamine SARR,
Enseignant-chercheur au pôle
SEJA** et Responsable de la
formation du Master Paix,
Sécurité et Développement

* Pôle d'Innovation et d'expertise pour le Développement
** Sciences économiques, juridiques et de l'Administration

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



« Rendez-vous de la Recherche » : Masterclass sur « Réussir et valoriser son mémoire de recherche » (Replay)



The poster features a vertical strip on the left with a collage of images: a building, a group of people, a person in a graduation cap, and a blue glowing sphere. The main title is in large white letters on a blue background. The UNCHK logo and name are at the top right. Social media icons and a QR code are at the bottom.

Unversité numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

Réussir et valoriser son mémoire de recherche

Par Dr Moustapha Ndiaye et
Dr Mamadou Lamine SARR, UNCHK

For nekk foofu la f i X in y Masterclass N°1 Mars 2026  www.unchk.sn

unchk.sn
11 mars 2026

[Suivre ici](#)

For nekk foofu la



Ouverture prochaine de l'ENO d'Orkadiéré



*Université numérique
Cheikh Hamidou KANE*

BIENVENUE
à l'ENO* de **Orkadiéré**

*Un nouvel espace pour apprendre
innover et impacter !*



** Espace numérique ouvert*



L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) informe ses étudiants de la mise en service prochaine de l'Espace numérique ouvert (ENO) d'Orkadiéré (région de Matam).

À ce titre, les étudiants régulièrement inscrits à l'UN-CHK et souhaitant être transférés à **ce nouvel ENO d'Orkadiéré** **sont invités à soumettre leur** demande, en renseignant le formulaire disponible via le lien suivant :
<https://url-shortener.me/DHHC>.

Foo nekk foofu la





Mutuelle de Santé des Étudiants de l'UN-CHEIKH



Adhésion

80%

**5000 FCFA
par an**

Souscription
dans les **ENO***

- ▶ pour la **consultation** dans les structures publiques
- ▶ pour l'**achat de médicaments** dans les pharmacies agréées

* Espace numérique ouvert

Plus d'informations :
✉ mutuelledesante@unchk.edu.sn



Scanner ici

DCM/UM

Foo nekk foofu la



AGENDA



AGENDA







kinkélibas pédagogiques



Espace d'échanges sur les sciences de l'éducation

THÈME : « IA et Éducation : une perspective nord-américaine »

Lundi
16 mars 2026
à partir de 13h GMT

@unchk_sn

YouTube
• LIVE

zoom

Pour toute information :
pied@unchk.edu.sn

Intervenante
Pr Christelle SCHARFF
professeure d'informatique et doyenne associée au
sein de la Seidenberg School of Computer Science
and Information Systems de Pace University-New York





Foo nekk foofu la

OPPORTUNITES



OPPORTUNITÉS



APPEL À CANDIDATURES

Recrutement d'auditeurs pour la formation continue
2025/2026 - Niveaux : Licence 1 et Master 1

Diplôme universitaire d'Etat



Date limite de candidature :
31 mars 2026 à 23h59mn



Début des cours en mai 2026 *

Plus d'infos :

✉ contactufc@unchk.edu.sn ☎ + (221) +221 30 108 00 82

🌐 <https://www.unchk.sn/ufc/>

* Date prévisionnelle

FORMATION
100% en ligne

Accessible où que vous soyez



Postulez ici

<https://admission.unchk.sn>



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



OPPORTUNITÉS

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



00001247 MEPC/ANSD/DAGRH/DRH/BAP

Dakar, le

06 MARS 2026

AVIS DE RECRUTEMENT OUVERT

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a en charge la production et la diffusion de données statistiques officielles au Sénégal. En sus de cette mission principale, elle est également chargée d'assurer la coordination du Système statistique national (SSN). Dans ce cadre, l'Agence compte mettre en place une plateforme d'accès distant aux données statistiques géo spatiales avec un outil d'aide à la décision. C'est dans cette optique que l'ANSD lance un appel à candidatures en vue du recrutement d'un **(01) développeur WebMapping** dans le cadre de l'accompagnement du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO/SN) destiné aux bénéficiaires du SSN pour une durée de six **(06)** mois renouvelable sur la base d'une évaluation de performances jugée satisfaisante par la Coordination du Projet et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le développeur WebMapping recruté sera mis à la disposition de la Direction des Systèmes d'Information et de la Diffusion (**DSID**) de l'ANSD et devra participer aux activités communes de mise en place de la plateforme d'accès distant aux données statistiques et doit avoir les compétences techniques suivantes :

1. DESCRIPTION DES COMPETENCES

- **Formation :**
 - diplôme Bac +3 en informatique ou domaine équivalent ;
 - connaissance en traitement d'images satellites et manipulation de données spatiales ;
 - maîtrise des bases de données géospatiales (PostGIS, GeoServer, etc.) ;
 - compétences en développement web (JavaScript, HTML5, CSS, etc.) ;

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



00001245

MEPC/ANSD/DAGRH/DRH/BAP

Dakar, le

06 MARS 2026

AVIS DE RECRUTEMENT OUVERT

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), en sus de sa mission principale de production et diffusion de données statistiques officielles, est également chargée d'assurer la coordination du Système Statistique National (SSN). L'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) est un organe de service public offrant des services gratuits pour les jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 35 ans à la recherche d'un renforcement de capacité, d'un emploi salarié, d'une formation et d'un financement de projet. L'ANPEJ compte mettre en place un **Système d'Information sur le Marche du Travail (SIME)** des jeunes du Sénégal.

C'est dans cette optique que l'ANSD lance un appel à candidatures en vue du recrutement d'un **(01) développeur WebMapping** dans le cadre de l'accompagnement du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO/SN) destiné aux bénéficiaires du SSN pour une durée de six **(06)** mois renouvelable sur la base d'une évaluation de performances jugée satisfaisante par la Coordination du Projet et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Le développeur WebMapping recruté sera mis à la disposition de la Direction des Systèmes d'Information et de la Diffusion (**DSID**) de l'ANSD et devra participer aux activités communes de mise en place de la plateforme d'accès distant aux données statistiques et doit avoir les compétences techniques suivantes :

[Plus de détails ici](#)

Foo nekk foofu la



Activ
Accède

OPPORTUNITÉS



Appel à Candidature : bourses de l'université Senghor pour les étudiants internationaux, postulez vite

L'Université Senghor, université internationale de langue française au service du développement africain, **Opérateur** direct de la Francophonie, lance le concours de recrutement de sa 21^e promotion au Master en Développement (M1) à Alexandrie, Égypte, démarrant le 20 septembre 2026. Ce Master de haut niveau comprend 8 spécialités dont les enseignements sont assurés par des professeurs et experts de tout l'espace francophone.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées et reçoivent une attention particulière.

Postuler avant le 16 mars 2026

[Lire la suite](#)

OPPORTUNITÉS



FASTEF : CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES-PROFESSEURS 2026 : ouverture des inscriptions

La Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar informe le public de l'ouverture officielle des inscriptions aux différents concours de recrutement pour l'année académique 2026-2027.

Période d'inscription : du Jeudi 19 février au Samedi 21 mars 2026

Clôture : 21 mars 2026 (à 23h59 pour les élèves-professeurs et à 12h00 pour les concours d'inspection)

Frais de candidature : 10 000 Francs CFA (non remboursables)

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS



Postulez maintenant à la Bourse d'Études Ban Ki-Moon au MCI (2026-2027)

Les candidatures sont ouvertes pour la bourse Ban Ki-moon au MCI. Sous le patronage de Son Excellence Ban Ki-moon, cette bourse permet aux étudiants engagés dans la réalisation des ODD d'étudier et de développer leurs compétences au Management Center Innsbruck, une université prestigieuse en Europe. Le soutien aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies est une mission commune du 8e Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et du MCI | The Entrepreneurial School.

Cette bourse vous permet de bénéficier de frais de scolarité réduits de 1 500 € par an (les frais de scolarité pour le programme Executive Master peuvent varier). La bourse est valable pour la première année du programme de licence ou de master concerné et peut être prolongée pour l'année suivante sous réserve d'une évaluation positive et de la réussite de votre première année universitaire.

La date limite de dépôt des candidatures est le 31 mars 2026. Pour plus d'information sur la bourse Ban Ki-moon à MCI, veuillez consulter la page officielle.



OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée en 1ère année à l'EPT 2026

École Polytechnique de Thiès (EPT)

Ouvert



15 avril 2026

Il reste 61 jours



Niveau requis : Terminale S1, S2, S3, STIDD, T1, T2 ou Baccalauréat scientifique/technique



Lieu : Centres d'examen dans toutes les régions du Sénégal



Frais d'inscription : 7 000 FCFA (non remboursables)

L'Ecole Polytechnique de Thiès (EPT) organise un concours d'entrée en première année pour l'année académique 2026.

Formation proposée

Une formation d'**ingénieur de conception** sur 5 ans :

...

OPPORTUNITÉS



Concours d'entrée en 1ère année DUT - ESP Dakar 2026

École Supérieure Polytechnique (ESP) – Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Ouvert



30 avril 2026

Il reste 69 jours



Niveau requis : Terminale scientifique ou technique, ou Baccalauréat scientifique/technique



Lieu : Centres désignés (à préciser ultérieurement)

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar organise un concours d'entrée en **première année du premier cycle DUT** (Diplôme Universitaire de Technologie) pour l'année académique ...

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée au CESTI - Session 2026

Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) - UCAD

Ouvert



25 mai 2026

Il reste 94 jours



Niveau requis : Baccalauréat, Licence (Bac+3) ou Professionnel



Lieu : Dakar (UCAD / CESTI)



Frais d'inscription : 10 100 FCFA (Dakar) / 10 000 FCFA (Régions)

Le CESTI organise le concours d'entrée pour les sections suivantes :

- Journalisme
- Communication
- Production Audiovisuelle

Informations sur les frais

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée directe à l'ENSA de Thiès - Session 2026

Ouvert

École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de Thiès



15 mai 2026

Il reste 64 jours



Niveau requis : Terminale ou BAC (Séries S1, S2, S3, S4, S5)



Lieu : 22 centres répartis sur l'ensemble du territoire national



Frais d'inscription : 7 500 FCFA (via Orange Money)

Former les futurs Ingénieurs Agronomes du Sénégal

L'ENSA de Thiès ouvre son concours annuel pour les bacheliers et élèves en Terminale scientifique. Le concours est la première étape vers ...

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS



Programme de Bourses Fulbright pour chercheurs africaines (ARSP) 2027–2028

1. Research Grants

Durée : 3 à 9 mois.

Public cible : enseignants-chercheurs et chercheurs africains titulaires d'un doctorat ou diplôme terminal équivalent.

Objectif : mener des recherches dans une institution académique ou de recherche américaine.

Conditions : au moins 3 ans d'expérience universitaire et un dossier scientifique solide.

Les recherches postdoctorales immédiatement après l'obtention du doctorat ne sont pas éligibles

2. Program and Curriculum Development Grants

Durée : 3 à 5 mois.

Public cible : enseignants ou administrateurs universitaires africains titulaires d'un Master ou équivalent.

Objectif : développer des programmes, cours ou curricula dans une institution américaine.

Conditions : projets liés aux responsabilités professionnelles et visant à enrichir l'offre académique dans l'institution d'origine.

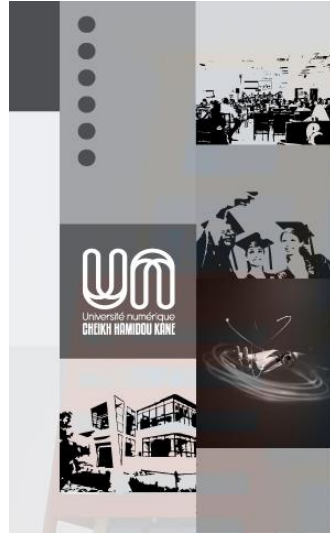
Date Limite de Soumission : 31/05/2026

POSTULEZ



KUDOS





* Sciences économiques, juridiques et de l'Administration
** Université Cheikh Anta DIOP



Félicitations au Dr Hamidou DIALLO,

Tuteur au Pôle SEJA*, qui a soutenu sa thèse de doctorat
en science politique à l'UCAD** avec la mention **TRÈS
HONORABLE** avec **félicitations du jury**.

Sujet : « Analyse des instruments d'action publique environnementale de la Grande Muraille Verte entre réception, mises en œuvre et résistances au Sénégal et en Mauritanie ».

Encadreur : Pr Abdou Rahmane THIAM, Chef du département de Science politique à l'UCAD



MERCI



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

Foo nekk foofu la



 www.unchk.sn